

**Comité exécutif du
Programme du Haut Commissaire**

Distr. : restreinte
28 février 2022
Français
Original : anglais et français

**Comité permanent
Quatre-vingt-troisième réunion**

Actualisation des opérations du HCR dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

Situation en République arabe syrienne

La crise en République arabe syrienne, actuellement dans sa 11^e année, reste la plus importante situation de déplacement au monde, avec plus de 5,6 millions de réfugiés syriens enregistrés en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie. La maladie à coronavirus (COVID-19) a provoqué de profondes perturbations économiques et sociales, qui ont eu une incidence négative sur les réfugiés, les déplacés internes et leurs communautés d'accueil. Si les gouvernements hôtes et la communauté internationale ont intensifié leur appui aux Syriens pour faire face à cette situation, les difficultés socio-économiques aggravent les vulnérabilités des réfugiés et des communautés d'accueil, des déplacés internes, des personnes de retour chez elles et autres personnes relevant de la compétence du HCR en 2022.

Des besoins humanitaires importants persistent à l'intérieur de la République arabe syrienne. Dans le cadre de la réponse globale à la situation syrienne, le HCR est l'organisation co-chef de file pour les groupes sectoriels de la protection, des abris, et de la coordination des camps et de la gestion des camps. L'Organisation se concentre sur l'assistance multisectorielle, fournissant notamment des articles de secours essentiels et une aide pour les abris, et renforce son approche de la protection fondée sur la communauté.

En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le HCR coordonne le travail de plus de 270 partenaires pour soutenir les efforts nationaux déployés en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie dans le cadre du [Plan régional réfugiés et résilience \(3RP\)](#), qui vise à relier la réponse humanitaire aux stratégies nationales à long terme en vue d'une croissance inclusive et d'un développement durable.

Environ 35 000 réfugiés sont rentrés de leur plein gré en République arabe syrienne en 2021 et les retours devraient se poursuivre à un rythme similaire. Une [enquête sur les intentions de retour](#) effectuée en mars 2021 a indiqué que si la plupart des Syriens souhaitaient rentrer (70 %), seul un petit nombre prévoyait de le faire dans les 12 prochains mois (2,4 %).

Plus de 610 000 Syriens ont été identifiés comme ayant des besoins de réinstallation en 2022, soit le nombre le plus élevé de cas de réinstallation dans le monde. Avec l'évolution de la situation en République arabe syrienne, la réinstallation restera une démonstration essentielle du partage des responsabilités par la communauté internationale cette année.

Iraq

La stratégie du HCR en Iraq s'attache principalement à renforcer encore l'inclusion économique et sociale des personnes relevant de sa compétence, conformément au passage progressif d'une réponse purement humanitaire à une approche de développement à plus long terme. Les besoins

de quelque 1,2 million de déplacés internes et de 4,9 millions de personnes rentrées chez elles sont aggravés par les contraintes telles que l'absence de documents civils et d'accès aux services élémentaires ; la destruction ou l'endommagement des biens et des infrastructures essentielles ; et la pénurie de moyens d'existence et de ressources financières dans les régions de retour. Dans le même temps, les problèmes économiques, politiques et de sécurité subsistent, dont beaucoup ont été aggravés par l'impact de la COVID-19.

Le HCR promeut l'inclusion systématique des personnes relevant de sa compétence dans les dispositifs de protection sociale et les systèmes de sécurité en renforçant l'accès aux services nationaux et aux possibilités d'obtenir un emploi, en définissant des stratégies globales de protection et de solutions, et en encourageant la viabilité des retours par de petits projets portant sur les infrastructures. En tant qu'organisation co-chef de file pour les groupes sectoriels de la protection, de la coordination des camps et de la gestion des camps, ainsi que des abris pour la réponse en faveur des déplacés internes, le HCR continuera à renforcer un engagement précoce auprès des déplacés internes en matière de solutions durables, y compris en facilitant le retour volontaire lorsque cela sera possible et en plaidant pour des alternatives pour les personnes pour lesquelles le retour n'est pas viable. L'accès aux documents civils pour les déplacés internes et les personnes de retour par l'apport d'une assistance juridique et le renforcement des capacités des institutions pertinentes reste une priorité.

En outre, le HCR fournit une protection et une assistance humanitaire à 276 000 réfugiés irakiens selon les estimations, enregistrés en Égypte, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et en Turquie. Près de 38 000 Iraquiens devraient avoir besoin d'être réinstallés en 2022. Le HCR adopte et défend une approche inclusive considérant qu'« un réfugié est un réfugié » pour les réfugiés et les demandeurs d'asile relevant de son mandat, qui cherche à éliminer les différences concernant les droits et les services dont peuvent bénéficier les personnes en fonction de leur nationalité.

Afrique du Nord

En Libye, les hostilités entre les belligérants se sont largement atténuées. Toutefois, malgré les efforts de paix dirigés par la Libye et facilités par les Nations Unies, la situation est restée incertaine à la suite du report des élections présidentielles prévues à l'origine pour décembre 2021.

Dans ce contexte, la situation humanitaire générale s'est améliorée, avec une réduction du nombre total de personnes dans le besoin, dont une diminution du nombre de déplacés internes, de 278 000 en janvier à 200 000 en octobre 2021. Au vu des tendances de retour, une nouvelle réduction est attendue en 2022. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile est passé de 47 100 en janvier à 42 400 en décembre 2021, bien que cette population doive augmenter légèrement en 2022. Le HCR s'est trouvé confronté à des difficultés opérationnelles considérables au cours du second semestre 2021. À la suite d'attaques menées contre des districts qui accueillait des populations de migrants et de demandeurs d'asile, d'importantes manifestations organisées devant les locaux du HCR ont conduit à la fermeture du Centre communautaire d'accueil de jour géré par l'Organisation à Tripoli. Malgré les restrictions d'accès, en particulier pour les évacuations d'urgence et les activités de réinstallation, le HCR reste déterminé à fournir une protection et une assistance aux déplacés internes, aux personnes de retour, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, y compris aux personnes se trouvant en centre de détention et aux points de débarquement.

La Tunisie a connu une augmentation à la fois des arrivées et des mouvements secondaires. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile a augmenté pour la troisième année consécutive, avec 9 255 personnes enregistrées en décembre 2021 (contre 6400 en 2020 et 3300 en 2019), la majorité venant de la Côte d'Ivoire et de la République arabe syrienne. Le HCR fournira une protection aux personnes relevant de sa compétence, y compris à celles qui ont été débarquées en mer, tout en œuvrant avec les partenaires à étendre l'inclusion socio-économique des réfugiés et des demandeurs d'asile.

L'Égypte abrite environ 270 000 réfugiés et demandeurs d'asile de différentes nationalités, tout en maintenant une approche tolérante à l'égard des personnes dont les documents sont arrivés à expiration. Début 2022, le HCR avait totalement résorbé le nombre de dossiers de demande d'enregistrement ou de renouvellement de documents qui étaient en attente à cause de la COVID-19. L'Organisation réalignera sa réponse sur l'approche considérant qu'« un réfugié est un réfugié », intervenant en priorité en fonction des besoins de protection et des vulnérabilités identifiés plutôt que de la nationalité.

En Algérie, le HCR mène des activités essentielles de protection des réfugiés, tout en s'attachant à mobiliser la responsabilité de l'État, notamment par le renforcement de ses capacités. L'Organisation poursuit également son travail d'obtention de données sur les mouvements de réfugiés et les itinéraires empruntés dans le pays, et continue à renforcer les mécanismes d'identification et d'orientation. L'apport d'une assistance vitale est maintenu pour les réfugiés sahraouis vulnérables se trouvant dans les cinq camps situés près de Tindouf, avec notamment la réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau et des centres de santé, pour laquelle des financements sont essentiels.

Le Maroc reste un pays de transit pour les mouvements mixtes et une destination pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Dans ce contexte, le soutien du HCR aux personnes relevant de sa compétence est crucial pour l'enregistrement et l'octroi de documents, pour faciliter l'accès au vaccin contre la COVID-19 et aux services, et par l'élaboration de programmes d'assistance en espèces.

La Mauritanie abrite environ 69 000 réfugiés et demandeurs d'asile, dont 67 500 réfugiés maliens dans le camp de Mbera et dans les environs. Compte tenu de l'instabilité des conditions de sécurité au Mali, l'on n'attend pas des retours de grande ampleur. La Mauritanie a vu arriver de nouveaux réfugiés maliens dans le cadre de mouvements mixtes. Le HCR se concentrera sur les priorités majeures de protection et de réponse, dans le but d'obtenir des solutions durables, d'aider les réfugiés à devenir autonomes et de parvenir à l'inclusion socio-économique de toutes les personnes relevant de sa compétence.

Israël

Israël abrite quelque 41 500 réfugiés et demandeurs d'asile, dont beaucoup souffrent déjà du chômage généralisé, de l'insécurité du logement et de l'absence de moyens financiers, en plus des conséquences négatives de la COVID-19. Pour remédier aux conséquences socio-économiques de la pandémie, le HCR et ses partenaires fournissent des services de protection, une orientation psychosociale, une assistance en espèces, ainsi que des activités de proximité. Dans le même temps, la réinstallation est restée un instrument de protection clé pour les groupes les plus vulnérables.

Yémen

La situation au Yémen se caractérise par la poursuite des hostilités et des déplacements de grande ampleur. Cependant, malgré des escalades récentes du conflit dans le pays et l'extension de sa dimension régionale, de nouveaux efforts ont été déployés afin de négocier un règlement politique inclusif. En 2021, quelque 200 000 personnes ont été nouvellement déplacées, en plus des 4 millions de déplacés internes que compte le pays. L'intensification du conflit à Hudaydah et Marib pourrait conduire à de nouveaux déplacements. La nette détérioration de l'économie, l'embargo actuel dans le nord et les effets aggravants du risque de COVID-19 font glisser 80 % de la population au-dessous du seuil de pauvreté, à cause de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

En 2022, le HCR assurera sa présence dans les nouvelles zones de déplacement et dans les zones de déplacement prolongé et offrira une assistance juridique, une aide à l'obtention de documents civil et des services de protection ciblés pour les enfants et les personnes ayant survécu à la violence basée sur le genre. L'assistance en espèces reste un outil de protection déterminant. Malgré les difficultés rencontrées pour maintenir l'espace de protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, en particulier dans le nord, où les services de protection font l'objet de

suspensions régulières et répétées, le HCR fournit une assistance à 102 110 réfugiés et demandeurs d'asile au Yémen pour lesquels les solutions durables, y compris la réinstallation et le retour volontaire, sont de plus en plus limitées.

Mouvements mixtes et mouvements secondaires

En Afrique du Nord, les opérations du HCR se sont principalement attachées à identifier les personnes ayant besoin de la protection internationale dans les mouvements mixtes. En 2021, environ 15 800 réfugiés et demandeurs d'asile nouvellement arrivés ont été enregistrés par le HCR en Afrique du Nord, les groupes les plus nombreux provenant du Mali, de la République arabe syrienne et du Soudan. Quelque 32 400 réfugiés et migrants en route vers l'Europe ont été débarqués en Libye après avoir été secourus en mer, soit plus du double qu'en 2020, bien que la Libye ne soit pas considérée comme un lieu sûr à cette fin.

Les autorités tunisiennes ont secouru plus de 3 700 réfugiés et migrants partis de Libye et le HCR a évalué la situation des personnes dans le besoin et leur a fourni une assistance. Les sauvetages et les interceptions ont également été menés par les autorités d'autres États situés le long de la côte nord-africaine. En 2021, plus de 2900 réfugiés et migrants ont perdu la vie en mer entre l'Afrique du Nord et l'Europe. En outre, 161 personnes sont arrivées à Chypre par la mer en provenance du Liban, tandis que les arrivées au Yémen par voie maritime ont diminué de 26 % par rapport à 2020.

Le HCR a intensifié ses réponses aux opérations de recherche, de sauvetage et de débarquement dans la région, prodiguant une assistance aux personnes ayant besoin de la protection internationale. L'Organisation a également renforcé les actions de communication auprès des communautés de réfugiés pour les informer des risques liés au voyage, et leur faire prendre davantage conscience de la protection et de l'assistance du HCR dont ils pouvaient bénéficier. L'Organisation renforce progressivement ses relations avec les organisations de la société civile dans la région, afin d'aider à obtenir des données sur les mouvements de réfugiés et les routes qu'ils empruntent.

Ailleurs, les mouvements mixtes par voie aérienne depuis le Moyen-Orient vers le Bélarus et d'autres destinations en Europe se sont intensifiés. Le HCR a renforcé les actions de communication avec les communautés afin de sensibiliser les réfugiés aux risques associés à ces voyages et d'encourager les réfugiés à contacter le HCR et ses partenaires pour voir comment les problèmes de protection et les besoins d'assistance pouvaient être pris en charge dans la région.

B. Progrès et défis dans la réalisation des priorités stratégiques globales

Créer un environnement de protection favorable

En 2021, malgré les restrictions liées à la COVID-19, quelque 128 279 personnes ont été nouvellement enregistrées dans la région, principalement originaires de la République arabe syrienne. Les opérations du HCR ont été adaptées afin de traiter les demandes, d'identifier les personnes ayant besoin de la protection internationale et de réduire le nombre de dossiers en attente, tout en assurant la protection des données.

Le HCR a travaillé étroitement avec les gouvernements de la région pour promouvoir le droit universel à une nationalité et a collaboré avec l'Institut international de droit humanitaire afin de soutenir une formation virtuelle à l'intention des responsables gouvernementaux et des partenaires de la région sur la prévention de l'apatridie. En coopération avec la Ligue des États arabes, le HCR a organisé une conférence régionale virtuelle en vue de préparer un plan d'action visant à faciliter la mise en œuvre de la [Déclaration arabe sur l'appartenance et l'identité juridique](#). La conférence a aussi présenté un [kit régional sur la législation en matière d'identité](#).

Amplifiant les disparités préexistantes, la pandémie de COVID-19 a eu un effet dévastateur sur l'apprentissage pour environ 2,2 millions d'enfants réfugiés, déplacés internes et apatrides d'âge scolaire dans la région. Les enfants et les jeunes réfugiés n'ont pas eu les ressources nécessaires

pour pouvoir suivre un enseignement hybride ou à distance, et n'ont eu qu'un accès limité à l'assistance en espèces, à des cours de langue et à une assistance psychosociale. Pour atténuer ces inconvénients, le HCR a travaillé étroitement avec les gouvernements hôtes et ses partenaires afin de renforcer les systèmes nationaux, de lutter contre les obstacles à la participation aux enseignements possibles, et de développer les interventions visant à soutenir le retour à l'école dans la sécurité et le maintien dans des dispositifs d'apprentissage par des programmes de remédiation.

Dans les cinq pays hôtes où le Plan 3RP est mis en œuvre, plus de 1,1 million de personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'initiatives dirigées par la communauté et 1,5 million ont été touchées par des campagnes de sensibilisation ou d'information. Pour répondre aux besoins d'information, les recherches sur les activités à mener se sont concentrées sur la communication et l'obligation redditionnelle envers les populations touchées, privilégiant le feedback, l'apport d'une réponse, les mécanismes de plainte et les méthodologies participatives.

La propagation de la COVID-19 et l'application des mesures de confinement ont amplifié les problèmes de santé mentale parmi les personnes relevant de la compétence du HCR et les communautés d'accueil. Les services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) étant limités dans la région, le HCR a formé des non-spécialistes afin d'intensifier les interventions psychologiques. L'Organisation a comblé les lacunes de connaissances par son rôle actif dans des projets de recherche, des actions de plaidoyer et des plateformes de coordination, comme l'[Équipe spéciale « No Lost Generation » de MHPSS](#).

Assurer la protection contre la violence et l'exploitation

La prévention de la violence basée sur le genre, l'atténuation des risques et la prise en charge sont considérées comme une priorité dans la région. Entre janvier et septembre 2021, plus de 129 000 personnes ayant survécu à de telles violences ou étant exposées à ce risque, y compris des garçons et des hommes, ont bénéficié de services multisectoriels au titre du 3RP. Dans le cadre du déploiement de la [Politique du HCR sur la prévention, l'atténuation des risques et la prise en charge en matière de violence basée sur le genre \(2020\)](#), des formations ont été organisées à l'intention du personnel. Une évaluation de l'application effective de cette politique est en cours pour aider à définir les besoins futurs en matière de planification et d'élaboration de programmes. Des financements provenant de l'initiative [Safe from the Start](#) ont été attribués aux opérations en Libye et en République arabe syrienne pour soutenir la prévention de la violence basée sur le genre, l'atténuation des risques et la prise en charge dans les contextes de réfugiés et de déplacés internes.

Le HCR s'est joint à la Ligue des États arabes, au Fonds des Nations Unies pour la population, à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et à d'autres parties prenantes pour participer à une manifestation virtuelle de plaidoyer pendant les 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre afin de mobiliser un soutien permanent et de lutter contre les violences commises envers les femmes.

De nouvelles procédures et ressources sur la protection des populations contre l'exploitation sexuelle ont été introduites. En coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, un webinaire sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels a été organisé à l'intention des points focaux régionaux et des équipes multifonctionnelles sur les orientations internes du HCR en matière d'évaluation de la capacité des partenaires, de protection et d'obligation redditionnelle envers les personnes relevant de la compétence de l'Organisation.

Les activités de protection des enfants ont été adaptées aux mesures contre la COVID-19 pour faciliter la gestion à distance des dossiers par des plateformes numériques et des lignes d'assistance téléphonique, renforçant la communication avec les communautés. En 2021, plus de 140 000 enfants en Jordanie, au Liban, en Iraq et en Turquie ont bénéficié des services de protection spécialisés de l'enfant, tandis que près de 132 000 enfants ont participé à des programmes structurés de protection et de soutien psychosocial de l'enfant. En outre, près de 45 000 femmes et hommes ont bénéficié d'un soutien à la parentalité.

Grâce à des efforts accrus de plaidoyer et de renforcement des capacités, le HCR a amélioré la soutenabilité, l'inclusivité et la qualité des services nationaux, gouvernementaux et de la société civile en matière de protection de l'enfant, tout en veillant à ce que les interventions de protection soient adaptées aux enfants et privilégient l'intérêt supérieur de l'enfant. La collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est poursuivie grâce au plan d'action commun « *Blueprint for Joint Action for refugee children* ». En outre, le HCR a participé à la cinquième conférence arabe sur les droits de l'enfant et à la vingt-cinquième session du Conseil arabe pour l'enfance.

Trouver des solutions durables

Environ 700 000 réfugiés de la région et de Turquie ont eu besoin d'être réinstallés en 2021, la pandémie de COVID-19 aggravant les vulnérabilités et les problèmes de protection existants. Le HCR a plaidé pour l'extension des places de réinstallation lors des Consultations tripartites annuelles sur la réinstallation et les réunions du *Priority Situations Core Group* (groupe principal sur les situations prioritaires). Fin 2021, le HCR avait identifié près de 32 500 personnes en vue de la réinstallation, soit une augmentation de 45 % par rapport aux 22 500 cas recensés en 2020.

Avec plus de 100 représentants des États de réinstallation, des programmes relatifs aux voies d'admission complémentaires, des milieux universitaires et des opérations du HCR, la plateforme du groupe de contact pour les voies complémentaires a été utile dans la recherche de solutions durables, proposant diverses voies telles que les possibilités d'emploi et les dispositifs de regroupement familial. La plateforme s'appuie sur les programmes existants visant à améliorer la collecte de données et la base de connaissances afin d'accroître la prévisibilité et la disponibilité de différentes voies d'admission complémentaires dans le futur.

Entre 2016 et 2021, quelque 303 500 réfugiés syriens sont rentrés dans leur pays depuis l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban et la Turquie. Avec environ 35 900 réfugiés syriens rentrés chez eux en 2021, l'ampleur des retours est comparable aux mouvements de 2020 mais inférieure aux niveaux d'avant la pandémie. Néanmoins, le HCR et ses partenaires ont maintenu et renforcé la préparation et la planification des retours, guidés par la Stratégie globale de protection et de solutions et le Pacte mondial sur les réfugiés. En République arabe syrienne, l'Organisation fournit une assistance humanitaire et d'autres services aux réfugiés de retour et autres populations vulnérables à travers un réseau de centres communautaires. Parallèlement, un dialogue est en cours avec le Gouvernement de la République arabe syrienne et d'autres acteurs concernés afin de lever les obstacles au retour volontaire.

Mobiliser l'appui public, politique, financier et opérationnel par des partenariats stratégiques

Le HCR a axé son travail sur l'extension et le renforcement des partenariats avec les acteurs régionaux, notamment les autorités gouvernementales, la société civile, les organisations financières, confessionnelles et non gouvernementales, le secteur privé, les influenceurs culturels, les milieux universitaires et les personnes relevant de sa compétence. Il a notamment procédé à un suivi des progrès accomplis en direction de la concrétisation des engagements et de la mise en œuvre opérationnelle du Pacte mondial sur les réfugiés dans la région, ainsi qu'à des consultations avec ses partenaires en vue de la Réunion de hauts responsables, en décembre 2021, et des prochaines consultations mondiales avec les organisations non gouvernementales prévues en 2022.

Les partenariats avec les institutions financières et de développement ont continué de fournir une orientation stratégique visant à mieux aider à la fois les réfugiés et les communautés d'accueil. Des plans stratégiques nationaux ont été esquissés dans le contexte du partenariat entre le HCR et la Banque mondiale en Iraq, en Jordanie et au Liban pour la période 2021-2023.

En coordination avec le Conseil de coopération du golfe, le [Programme sur la philanthropie islamique du HCR](#) reste le plus important moteur permettant d'obtenir des revenus pour les partenariats avec le secteur privé dans la région, avec un portefeuille varié de donateurs institutionnels et individuels. Le programme de philanthropie, y compris la campagne mondiale

sur le ramadan, est désormais l'un des principaux moteurs de croissance pour les partenariats avec le secteur privé dans le monde entier, avec une contribution de 36,6 millions de dollars E.-U. en 2021 et de 156 millions de dollars E.-U. depuis 2018. Le HCR a touché une nouvelle catégorie de supporteurs en 2021 en faisant équipe avec Abo Flah, *gamer* célèbre et influenceur sur YouTube dans la région, qui a levé 1 million de dollars E.-U. en 28 heures. En 2021, le HCR a également levé plus de 1 million de dollars E.-U. auprès de plus de 6 000 donateurs réguliers par son programme de collecte de fonds en présence physique lancé en 2020.

Les activités de mobilisation des ressources se poursuivent dans les pays du Conseil de coopération du Golfe. Elles feront intervenir des donateurs gouvernementaux et privés, ainsi que des initiatives menées à travers le Fonds Zakat du HCR, qui a levé 20,2 millions de dollars E.-U. dans le monde entier en 2021 pour aider les familles vulnérables de la région en leur fournissant des espèces, dont 19,27 millions de dollars E.-U. collectés dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Au Qatar, le HCR pense que ses bureaux, qui feront partie des locaux communs des Nations Unies, deviendront opérationnels en 2022.

En coopération avec le réseau de la société civile pour le déplacement, plateforme collective pour les acteurs de la société civile de la région, le HCR a lancé un projet collaboratif audiovisuel sur la Journée internationale de la paix. Ce projet a réuni d'éminents influenceurs artistiques et culturels régionaux pour qu'ils plaident en faveur de la solidarité, de la résilience et de l'inclusion des réfugiés, qui ont été touchés de manière disproportionnée par la COVID-19.

Le HCR a soutenu les partenaires du monde universitaire lors de la troisième table ronde académique sur le changement climatique et le déplacement, en coopération avec les *Columbia Global Centers* à Amman, en Jordanie. De plus, le HCR collabore avec le *Middle East and North Africa Academic Journal and Digital Platform on Displacement* et l'Institut arabe des droits de l'homme en Tunisie, afin de lancer, pour la première fois, une plateforme régionale visant à soutenir la recherche universitaire arabe sur les questions de déplacement. La plateforme régionale numérique a été lancée en décembre 2021 et son premier numéro doit être publié en février 2022.

C. Information financière

Le budget initial de 2022, s'élevant à 2,4325 milliards de dollars E.-U. pour la région, est inférieur au budget initial de 2021, qui était chiffré à 2,6478 milliards de dollars E.-U., soit une diminution de 8 % due aux réductions importantes en Iraq, en Libye et en République arabe syrienne.

Au 25 janvier 2022, quelque 8 % des besoins financiers de la région pour 2022 étaient financés, compte tenu de l'allocation indicative des contributions non affectées ou légèrement affectées.